

Madame Elisabeth BORNE
Ministre
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
Hôtel de Villeroy
78, rue de Rochechouart
110, rue de Grenelle
75007 PARIS

Sylviane NOEL

Sénatrice
de la **Haute-Savoie**

Secrétaire de la
Commission des Affaires
Economiques

Conseillère Régionale
Auvergne Rhône Alpes

Conseillère Municipale
de **Nancy-sur-Cluses**

La Roche-sur-Foron, le 11 février 2025

Réf. : SN/PV/4988

Madame le Ministre,

Le projet de programme d'Education à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), a été récemment validé par le Conseil supérieur de l'Education (CSE).

Si nous partageons tous l'objectif affiché de votre ministère de promouvoir l'égalité, de lutter contre toute forme de violence et de harcèlement et d'offrir aux élèves une meilleure compréhension des relations humaines, nous exprimons de nombreuses réserves quant aux déséquilibres manifestes du texte validé, tant sur le plan des contenus que du respect des principes fondamentaux qui régissent notre système éducatif Français.

Le principe de neutralité de l'école, posé par l'article L. 141-6 du Code de l'éducation nationale, impose que l'enseignement dispensé au sein des établissements scolaires soit exempt de toute forme de prosélytisme idéologique, philosophique ou encore politique.

Or, il nous apparaît que plusieurs dispositions du programme EVARS semblent contrevenir à cette exigence en intégrant des notions et postulats controversés qui relèvent davantage du militantisme que d'un enseignement objectif et factuel.

Fervents défenseurs d'une égalité fondée sur la valorisation des talents et des aspirations de chacun, nous refusons l'approche présentée de la lutte contre les stéréotypes de genre, omniprésente dès la maternelle, qui prend systématiquement la forme d'une contestation des représentations du féminin et du masculin.

Cette déconstruction excessive risque à terme d'être contre-productive et source de confusion pour les élèves.

En outre, le projet introduit dès la classe de cinquième, la dissociation artificielle entre sexe et genre. Cette disposition constitue une position partisane sur un sujet où la communauté scientifique est aujourd'hui divisée.

Nous ne croyons pas qu'il appartienne à l'école de la République de créer un doute identitaire chez nos adolescents sur des réalités biologiques établies, alors même que cette période de la vie est marquée par une construction de soi qui doit être sécurisée par des repères clairs et bienveillants.

L'article L. 312-16 du Code de l'éducation nationale dispose que l'enseignement de l'éducation à la sexualité impose de transmettre des informations objectives et adaptées à l'âge des élèves, et ce, dans le respect du principe de neutralité. Ici, force est de constater que le programme récemment présenté et validé, s'éloigne de cette mission en intégrant des thèses qui sont loin de faire consensus et qui ne relèvent en aucun cas d'une approche strictement éducative.

Par ailleurs, nous croyons important de souligner que plusieurs enjeux fondamentaux de la vie affective et relationnelle sont complètement occultés de ce nouveau programme.

En effet, nous regrettons l'absence totale de contenus positifs sur le couple, la maternité, et la paternité, alors même que ces dimensions concernent directement les jeunes et façonnent leurs aspirations futures, dans un contexte, rappelons-le, marqué par une baisse des naissances jamais vue depuis la fin du baby-boom.

Nous déplorons également une prévention tardive et insuffisante de l'exposition à la pornographie, qui ne fait l'objet d'un véritable traitement qu'en classe de quatrième alors que plusieurs études sérieuses montrent que l'exposition des enfants commence bien plus tôt, avec des conséquences dramatiques sur leurs représentations de la sexualité et des relations avec autrui.

Que dire de l'absence de toute mise en garde contre les bloqueurs de puberté, les traitements hormonaux et les chirurgies de réassignation sexuelle alors même que la pression des réseaux sociaux sur ces sujets est considérable et que des décisions irréversibles peuvent être prises sous l'influence de discours dont la véracité s'éloigne de la factualité scientifique.

Enfin, nous regrettons profondément l'exclusion incompréhensible et inacceptable des parents de l'information préalable sur les séances d'EVARS. Pourtant, l'article L. 111-2 du Code de l'éducation nationale reconnaît de manière explicite le rôle fondamental des parents dans l'éducation de leurs enfants. Il est donc impératif que ces derniers puissent être pleinement informés et associés au contenu des interventions et, le cas échéant, être en mesure de faire valoir leurs droits et responsabilité éducatives.

Face à ces constats et compte-tenu de l'état d'avancée du programme, nous demandons une révision de ce dernier afin que soient garantis un respect strict du principe de neutralité, un renforcement de la prévention contre les dangers réels, une vision positive et équilibrée de la vie affective et relationnelle ainsi que le rétablissement du droit à l'information des parents.

Madame le Ministre, il est de votre responsabilité de garantir que l'Education nationale demeure un espace de transmission du savoir et non un vecteur de conditionnement idéologique. Loin de se limiter à une question de valeurs, cette exigence relève d'une obligation légale et éthique à laquelle nous refusons de déroger.

Dans ce contexte, nous vous demandons de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour assurer la révision du programme EVARS, afin qu'il réponde pleinement aux besoins des élèves tout en respectant les principes fondamentaux de l'école républicaine.

Nous restons naturellement à votre entière disposition pour échanger avec vous sur ce sujet capital. Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Sylviane NOEL

Signataires :

Georges NATUREL, Sénateur de Nouvelle-Calédonie
Jean-Jacques PANUNZI, Sénateur de Corse du Sud
Catherine BELRHITI, Sénatrice de Moselle
Jean SOL, Sénateur des Pyrénées-Orientales
Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Sénatrice du Val d'Oise
Louis-Jean de NICOLAY, Sénateur de la Sarthe
Laurent DUPLOMB, Sénateur de Haute-Loire
Christine BONFANTI-DOSSAT, Sénatrice du Lot-et-Garonne
Henri LEROY, Sénateur des Alpes-Maritimes
Chantal DESEYNE, Sénatrice d'Eure-et-Loir
Christophe-André FRASSA, Sénateur des Français établis hors de France
Brigitte MICOULEAU, Sénatrice de Haute-Garonne
Pauline MARTIN, Sénatrice du Loiret
Ronan LE GLEUT, Sénateur des Français établis hors de France
Vivette LOPEZ, Sénatrice du Gard
Guillaume CHEVROLLIER, Sénateur de Mayenne
Paul VIDAL, Sénateur du Rhône
Christian CAMBON, Sénateur du Val de Marne
Paul PHILIPPE, Sénateur du Finistère
Olivier PACCAUD, Sénateur de l'Oise
Gilbert BOUCHET, Sénateur de la Drôme
Anne CHAIN-LARCHE, Sénatrice de Seine-et-Marne
Kristina PLUCHET, Sénatrice de l'Eure
Sylvie GOY-CHAVENT, Sénatrice de l'Ain
Béatrice GOSSELIN, Sénatrice de la Manche
Françoise DUMONT, Sénatrice du Var
Alain JOYANDET, Sénateur de Haute-Saône

Valérie BOYER, Sénatrice des Bouches-du-Rhône
Eric DUMOULIN, Sénateur des Yvelines
Roger KAROUTCHI, Sénateur des Hauts-de-Seine
Patrick CHAIZE, Sénateur de l'Ain
Dominique DE LEGGE, Sénateur d'Ille et Vilaine
Jacques GROSPERRIN, Sénateur du Doubs
Laurence GARNIER, Sénatrice de Loire-Atlantique
Daniel LAURENT, Sénateur de Charente-Maritime
Lauriane JOSENDE, Sénatrice des Pyrénées Orientales
Alain CHATILLON, Sénateur de la Haute-Garonne
Corinne IMBERT, Sénatrice de Charente-Maritime
Olivier RIETMANN, Sénateur de Haute-Saône
Stéphane LE RUDULIER, Sénateur des Bouches-du-Rhône
Martine BERTHET, Sénatrice de Savoie
Hugues SAURY, Sénateur du Loiret
Hervé REYNAUD, Sénateur de la Loire
Bruno SIDO, Sénateur de la Haute-Marne
Daniel GREMILLET, Sénateur des Vosges
Alain HOUPERT, Sénateur de la Côte d'Or
Alain CADEC, Sénateur des Côtes d'Armor
Laurence MULLER-BRONN, Sénatrice du Bas-Rhin
Clément PERNOT, Sénateur du Jura
Etienne BLANC, Sénateur du Rhône
Sabine DREXLER, Sénatrice du Haut-Rhin
André REICHARDT, Sénateur du Bas-Rhin
Annick PETRUS, Sénatrice de Saint-Martin
Brigitte HYBERT, Sénatrice de Vendée
Pascale GRUNY, Sénatrice de l'Aisne
Cédric VIAL, Sénateur de Savoie
Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Sénatrice des Alpes-Maritimes
Laurent SOMON, Sénateur de la Somme
Marie-Do AESCHLIMANN, Sénatrice des Hauts-de-Seine
Gilbert FAVREAU, Sénateur des Deux-Sèvres
Anne VENTALON, Sénatrice de l'Ardèche
Rémi POINTEREAU, Sénateur du Cher